

Lettre n°3816 du 28 mars 2019

Révolution culturelle.

En n'acceptant pas la démission du cardinal Barbarin, le pape François a ajouté au grand trouble des catholiques français, et le sondage que nous publions, réalisé au lendemain de cette annonce, porte la trace de cette incompréhension. Plus largement, c'est toute l'institution Église et tous ses ministres qui vacillent sous le coup de la révélation des différents scandales et abus sexuels sur les enfants et les religieuses. Alors que les évêques de France se réunissent à Lourdes pour élire un nouveau président, on aimerait que leur choix marque leur détermination à opérer, à leur niveau, tous les changements nécessaires et qu'ils décident de faire entendre au Vatican la voix de « la fille aînée de l'Église ». Avec le sourire, on remarquera que cette voix séculaire est réputée être féminine, et en effet, la question des femmes est au centre des difficultés de l'institution ecclésiale. La totalité de la rédaction du supplément féminin de *l'Osservatore Romano* vient, selon ses propres termes de « jeter l'éponge ». Pour expliquer ce geste, sa rédactrice en chef, Lucetta Scaraffia, a fait état de son « *découragement devant le climat de défiance et de délégitimation progressive de son équipe* ». Faut-il que les hommes du Vatican soient imbus d'eux-mêmes et de leurs privilèges pour réussir à révolter ces femmes-là. Quand les Français et les Françaises, comme les catholiques, plébiscitent l'ordination d'hommes mariés et de femmes, ils ne croient évidemment pas que le mariage est une garantie contre les actes pédocriminels. Ils et elles disent leur ras-le-bol de ce monde exclusivement masculin, fermé sur lui-même, échappant à tout contrôle. Le pape François lui-même, dans sa lettre du 20 août, « *au Peuple de Dieu* » identifiait bien l'origine du mal : le cléricalisme propice à une « *culture de l'abus* ». Pour rompre avec cette « culture », il n'y a pas d'autre solution qu'une révolution culturelle.

Pourquoi les exigences de transparence, de sincérité, de parité, de démocratie qui parcourent nos sociétés ne seraient-elles pas bonnes pour l'Église catholique ? En quoi le « droit divin » s'oppose-t-il aux droits des personnes, aux droits des enfants, à ceux des femmes ?

Malgré le désastre moral dans lequel ses responsables l'ont plongée, l'Église catholique demeure l'une des voies par lesquels l'Évangile est transmis. C'est pourquoi nous continuons à la questionner.

Christine PEDOTTI

Lire ... [COMMENT LES FRANCAIS REAGISSENT AUX RECENTS SCANDALES SEXUELS](#)